

## ÉDITORIAL

Par ALEXANDRA SCHWARTZBROD

## Tragédie

La mondialisation de l'indifférence. L'expression avait été utilisée une première fois par le pape en 2013 pour dénoncer l'inaction du monde face à la tragédie des migrants. Elle reste d'actualité, c'est bien le drame, peut-être plus encore qu'en 2013. Depuis lors, sunnites et chiïtes s'entre-tuent avec une férocité inégalée au Moyen-Orient, la Libye a implosé et les chrétiens se font chasser et massacrer jusqu'au Kenya (lire pages 6 et 7) dans une indifférence insupportable. Que faire pour venir en aide à ces femmes et ces hommes qui, toutes religions confondues et chaque année plus nombreux, fuient la mort la peur au ventre ? L'Europe a incontestablement un rôle à jouer, une responsabilité même. C'est elle que l'on appelle à l'aide, c'est sur ses côtes que l'on s'échoue. Il faut lire ou relire le beau roman de Laurent Gaudé, *Eldorado*, qui raconte, au travers de deux destinées, comment ces migrants risquent leur vie pour tenter d'atteindre les rives européennes : «*Ils n'étaient rien que des êtres de chair minuscules face à un continent d'eau qui avait entrepris ce soir de se tordre en tous sens...*» En refusant d'affronter cette crise des réfugiés, la plus grave depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Europe court le risque de renforcer le ressentiment et la haine. Notamment la France, qui ne participe clairement pas assez à l'effort collectif. La France, pays des droits de l'homme.

Fuyant le chaos libyen, des milliers d'hommes et de femmes prennent la mer. Le petit rocher sicilien se retrouve seul en première ligne pour les accueillir.

# Lampedusa, îlot débordé par le flot

Par **ÉRIC JOZSEF**  
Envoyé spécial à Lampedusa

Les rumeurs vont bon train au bar Dell'Amicizia, le rendez-vous des marins de Lampedusa. «*Si un migrant qui débarque est un réfugié politique ou en quête d'un travail, ce n'est pas un problème, mais s'il s'agit d'un terroriste de l'Etat islamique, là ça m'inquiète pour moi et ma famille*», commente le petit patron de pêche Piero Billeci, grand habitué des lieux. Casquette enfoncée sur la tête, il a la mine méfiante. «*Qui sait s'il n'y a pas déjà des terroristes de l'Etat islamique qui sont passés par ici ?*» Comme Piero Billeci, plus d'un habitant de la petite île sicilienne s'inquiète à l'écoute des informations en provenance de Tripoli, la capitale libyenne. On y parle d'un Etat en déliquescence et de la progression des jihadistes. Le rocher de 22 km<sup>2</sup> et 5 000 habitants ne se trouve qu'à un peu plus de 350 kilomètres des côtes libyennes. Et les rumeurs selon lesquelles des aspirants kamikazes pourraient se cacher au milieu des migrants, relancées récemment par le quotidien britannique *Daily Telegraph*, ont jeté le trouble dans la communauté, habituée depuis plus de vingt ans et malgré elle à être la principale porte d'entrée maritime des migrants en l'Europe.

«*Il est bien peu probable qu'un terroriste arrive par la mer, rassure Flavio di Giacomo, porte-parole de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Ce sont des voyages effrayants, terribles. Les gens à bord des embarcations risquent la mort. Il est peu vraisemblable qu'un jihadiste qui a été formé pour commettre des attentats choisisse un moyen aussi dangereux pour entrer en Europe.*» Les services secrets italiens ont eux aussi

écarté, dans une note, le risque d'une infiltration terroriste parmi les migrants. Rome prend en revanche très au sérieux l'hypothèse de débarquements massifs dans les prochains mois, alors que la Libye est en proie au chaos. Depuis le début de l'année, déjà plus de 5 600 personnes sont arrivées par la mer en Italie. Selon les projections de l'agence européenne Frontex, le record de l'an passé (170 000 personnes recueillies) pourrait être battu.

**KALACHNIKOVS.** «*Les crises aux portes de l'Europe, au Proche-Orient et en Afrique engendrent des mouvements de population énormes, rappelle Flavio di Giacomo. Cela fait plusieurs mois que les migrants nous disent*

*que la situation en Libye est devenue extrêmement difficile, surtout pour les Subsahariens, qui sont régulièrement menacés et battus. Ils n'ont pas d'autres solutions que de prendre la mer dans des conditions de plus en plus terribles.*»

Devant le centre de Lampedusa, les Africains repêchés par les gardes-côtes italiens à la mi-mars confirment qu'ils ont été presque systématiquement l'objet de violences. «*Les Libyens m'ont kidnappé pendant un mois, exigeant de ma mère qu'elle leur envoie*

*7 000 dollars*», raconte Abdenajib, un Somalien de 14 ans. Après un périple de deux mois à travers le désert, il est parti seul d'un camp de réfugiés au Kenya dans l'espoir de rejoindre l'Europe. «*Les Libyens ne sont pas charitables, euphémise-t-il. Ils frappent, arrêtent les gens, les tuent, leur tirent dessus.*» Notamment sur ceux qui, au dernier moment, voyant la mer agitée et l'état des embarcations surchargées, refusent de monter à bord. «*Les Libyens sont des hommes vrai-*

## L'ESSENTIEL

## LE CONTEXTE

Plus de 1 000 réfugiés ont été recueillis samedi au large de l'île de Lampedusa.

## L'ENJEU

Les violences au Moyen-Orient et en Afrique poussent de plus en plus de migrants vers l'Europe, qui ne sait comment répondre.

## REPORTAGE



Extrait d'une vidéo montrant des migrants sauvés par

ment très cruels, renchérit Filmon, un Erythréen de 16 ans. Ils ne nous donnaient aucune nourriture. Les bateaux sur lesquels ils nous ont mis n'étaient pas bons. Celui derrière le mien a coulé, il y avait 300 personnes à bord. Il n'y a que 30 survivants. Les autres sont dans la mer. Morts.» Tous les témoignages confirment que la situation est devenue incontrôlable et que les passeurs sont de plus en plus avides, féroces et dangereux.

Début mars, pour la première fois, un navire des gardes-côtes italiens qui secourait un canot à la dérive près de la rive libyenne a été approché par une vedette rapide venue de la côte.

Quatre hommes armés de kalachnikovs ont obligé les sauveteurs italiens à leur abandonner le bateau vidé de ses occupants. «*Nous sommes très préoccupés, à tel point que nous avons déjà changé nos zones de pêche. Nous n'allons plus vers le sud, qui est pourtant la zone la plus poissonneuse en cette période. Par sécurité, nous allons vers l'ouest et le nord de l'île*», grommele Piero Billeci. Dans les bars de Lampedusa, on se remémore l'année 1986, lorsque Muammar al-Kadhafi avait tiré des missiles Scud en direction de la petite base américaine installée au bout du rocher. Face à l'aggravation de la situation, la Commission européenne a annoncé il y a un mois la déci-





gardes-côtes italiens, à leur arrivée à Lampedusa dimanche. PHOTO GUARDIA COSTIERA. AFP

sion de prolonger jusqu'à la fin de l'année 2015 «Triton», l'opération de surveillance en Méditerranée lancée en novembre. Près de 14 millions d'euros ont en outre été dégagés pour aider l'Italie à accueillir les milliers de migrants débarqués sur son sol. «L'Italie n'est pas seule. L'Europe est à ses côtés», a assuré le commissaire européen à l'Immigration, Dimitris Avramopoulos.

**SOS.** Sur place, on ne voit pourtant guère de changement. Dans sa petite église aux murs ocre, Don Mimmo Zambetti, le prêtre de Lampedusa, distribue des vêtements aux survivants, en particulier aux mineurs arrivés seuls. Certains ont perdu leurs parents durant le voyage. Ce jour-là, le plus petit n'a que 11 ans. Le curé rappelle que le pape François était venu sur l'île après le terrible naufrage d'octobre 2013 qui avait laissé 366 victimes à proximité de la rive. Le souverain pontife y avait dénoncé «la mondialisation de l'indifférence». «L'appel n'a pas été entendu», concède Don Mimmo, qui regrette l'abandon, fin 2014, de l'opération

«Mare Nostrum». A la charge exclusive de l'Italie, celle-ci permettait de déployer des bâtiments navals pratiquement jusqu'aux côtes libyennes et, ainsi, de sauver plus de vies. Les rescapés étaient ensuite répartis dans différents ports. Mais avec «Triton», les navires ne peuvent aller au-delà de 55 kilomètres de la côte italienne.

Avec la substitution de «Mare Nostrum» par «Triton», Lampedusa est redevenue centrale. En cas de SOS au large, «ce sont les gardes-côtes italiens qui partent de Lampedusa pour porter secours, s'indigne la maire, Giusi Nicolini. Le trajet est beaucoup plus long et, par mauvais temps, beaucoup plus périlleux.»

Qui plus est, tous les migrants sont ramenés sur l'île, en attendant d'être transférés vers des centres dans les régions du nord de l'Italie, qui traînent de plus en plus les pieds pour

les accueillir. Les traits fatigués, Giusi Nicolini se désole: «C'est toujours la même chose. L'Italie et l'Europe se comportent comme s'il n'y avait pas de problèmes au Sud. Puis, soudain, ils se rendent compte que nous sommes dans l'urgence. Mais en Méditerranée, l'urgence est perpétuelle.»



## REPÈRES

### 1500 MIGRANTS SAUVÉS DES EAUX EN UN JOUR

Environ 1500 migrants partis de Libye ont été secourus en Méditerranée dans cinq opérations différentes au cours de la seule journée de samedi. Quatre bâtiments des gardes-côtes italiens et un autre de la marine militaire sont intervenus après plusieurs appels satellitaires interceptés par le centre national de secours des garde-côtes, à Rome. Ils provenaient de trois grandes barques à la dérive au large des côtes libyennes. Les navires ont d'abord secouru des centaines de migrants massés sur ces

trois embarcations, avant d'en repérer deux autres en difficulté à proche distance. Pour pouvoir transborder ces 1500 rescapés, les gardes-côtes ont dû demander l'intervention d'un navire de la marine militaire, qui croisait non loin. Les bateaux se sont ensuite dirigés vers les ports italiens de Lampedusa, Augusta et Porto Empedocle. 318 autres migrants de treize nationalités ont été secourus par un navire militaire islandais dans le détroit de Sicile et sont arrivés samedi soir dans le port sicilien de Pozzallo.

### «TRITON»

L'opération «Triton», menée sous l'égide de l'agence Frontex, a succédé à l'opération italienne «Mare Nostrum», qui a pris fin en octobre. Son budget (2,9 millions d'euros par mois) est le tiers de celui de l'opération précédente et les navires de surveillance ne vont pas au-delà de 55 km des côtes italiennes.

# 218 000

C'est le nombre de migrants qui ont tenté de traverser la Méditerranée en 2014, selon Frontex. L'Italie, avec 170 000 arrivées, est la plus concernée. Les projections pour 2015 annoncent un accroissement des passages.



Alors que l'Italie est débordée, les pays membres traînent des pieds pour équilibrer la prise en charge.

# L'introuvable accueil européen



Des gardes-côtes islandais en patrouille au large de la Sicile dans le cadre d'une opération Frontex, le 17 mars. PHOTO ALESSANDRO BIANCHI, REUTERS

Après une année 2014 catastrophique, qui a vu quelque 218 000 migrants tenter de traverser la Méditerranée et 3500 y périr, 2015 pourrait à nouveau battre des records. On déplorait à la mi-mars au moins 470 morts, contre 15 à la même période l'an dernier, selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR). Et Frontex, l'agence européenne pour la surveillance des frontières, a noté pour janvier et février une augmentation de

43% des arrivées par la Méditerranée par rapport à 2014. Dans ce contexte, l'UNHCR appelle l'Union européenne à plus de «solidarité» dans la gestion des réfugiés.

**Répartition.** «Nous demandons qu'une action robuste de sauvetage en mer soit mise en place, avec un financement de l'UE. Que l'Italie ne soit pas laissée seule», affirme Philippe Leclerc, représentant de l'UNHCR auprès de la France. «Il faut trouver un système de sauvetage communautaire et collectif», a insisté Volker

Türk, haut-commissaire assistant en charge de la protection des réfugiés, lors d'une visite à Paris le 20 mars. L'opération «Triton», qui a pris la suite de «Mare Nostrum» fin octobre 2014, vise surtout à sécuriser les frontières. Quand elle porte secours, c'est à moindre échelle : Triton, dirigée par Frontex, ne dispose que d'un budget mensuel de 2,9 millions d'euros, soit le tiers de «Mare Nostrum». Moins de moyens pour plus d'arrivées : le système est prêt à

craquer alors que l'arrivée des beaux jours va encore accroître le nombre des passages en Méditerranée. Le problème s'avère crucial pour les deux principaux pays concernés : l'Italie, qui a accueilli 170 000 migrants en 2014, et la Grèce, qui en a accueilli 50 000. Afin de les soulager, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés propose que l'UE adopte une «clé de répartition» des migrants établie équitablement entre les pays européens.

Aujourd'hui, les migrants syriens demandent principalement asile en Suède et en Allemagne. La France compte n'en accepter que 1000 (500 en 2014, 500 en 2015), contre 30 000 en Allemagne depuis le début du conflit et 1,7 million en Turquie. «Je tire mon chapeau à la Turquie, car ce qu'elle fait est phénoménal», relève Volker Türk, rappelant que la plupart des réfugiés fuient d'abord une situation intenable dans leur pays. Il dit «espérer que la France va en prendre beaucoup plus dans l'avenir» et appelle les pays européens à élargir les conditions de l'asile.

Un souhait peu susceptible d'être entendu, les politiques visant plutôt à le restreindre, tout en tentant de verrouiller les frontières extérieures de l'UE et de bloquer les migrants chez eux – deux chimères, vu la situation en Libye et en Syrie.

**Record.** Mais l'UE ne pourra pas s'obstiner longtemps dans son aveuglement. Selon Eurostat, l'Office européen de statistiques, plus d'un demi-million de personnes, dont 20% de Syriens, y ont demandé l'asile en 2014 : un record, en hausse de 44% par rapport à 2013. Et selon le patron de Frontex, le Français Fabrice Leggeri, 500 000 à 1 million de migrants sont susceptibles de traverser vers l'Europe depuis la Libye cette année. Un chiffre à relativiser puisqu'il est le même qu'en 2014. Mais l'agence rappelle aussi que les «franchissements illégaux» vers l'Europe (pas seulement par la Méditerranée) ont presque triplé entre 2013 et 2014 (de 100 000 à 274 000). Un afflux que l'UE peut gérer, vu sa taille, sauf si elle tarde à en prendre la mesure.

MICHEL HENRY

Nordine Drici, de l'association Acat, plaide pour un accueil plus ouvert des réfugiés :

## «En matière d'asile, la France réduit la voilure»

Nordine Drici est directeur des programmes à l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat), association qui œuvre entre autres pour le droit d'asile. Il met en lumière la rigidité de la France en la matière.

**Est-il vrai que la France fait partie des pays les plus restrictifs dans la gestion des flux migratoires ?**

Oui, les chiffres sont clairs concernant le droit d'asile. La France arrive seulement en quatrième position des pays les plus sollicités en Europe derrière l'Allemagne, la Suède et l'Italie. Elle n'est plus concernée que par 10% des 626 000 demandes d'asile déposées en 2014 dans les 28 Etats membres de l'Union européenne. En sus, le taux d'acceptation de la France est extrêmement faible puisque seuls

21,7% des 64 000 dossiers d'asile ont reçu une réponse positive en 2014. En comparaison, l'Allemagne a reçu 202 654 demandes et en a validé 41,7%, l'Italie 58,5% et la Suède 76,8% !

**L'image selon laquelle la France est un pays généreux est donc erronée ?**

Pas tout à fait. En 2013, le cap symbolique des 200 000 entrées annuelles d'étrangers en France a été franchi. Celui-ci tournait autour

des 190 000 depuis le début des années 2000. Il y a eu 94 457 entrées pour motif familial (+ 8,4%

par rapport à 2012), 17 813 entrées pour motif économique (+ 11 %), 62 984 entrées pour motif étudiant (+ 7 %), et 13 322 entrées pour motifs divers. Reste 17 754 entrées pour raisons humanitaires. Or ce dernier chiffre, à la différence des précédents, affiche une

baisse de 3% par rapport à l'année 2012. Donc oui, en matière d'asile, la France réduit la voilure. Les demandeurs le savent puisqu'ils la sollicitent moins : les dépôts de dossiers étaient en hausse constante de 2007 à 2013. En 2014, la courbe s'est inversée.

**La tendance est-elle la même avec les réfugiés Syriens ?**

En proportion, l'accueil des Syriens est moindre qu'ailleurs en Europe. Toutefois, quand ils candidatent, ces derniers ont un taux d'acceptation de plus de 96%. La France est en revanche de plus en plus pointilleuse avec d'autres pays, dits «d'origine sûrs». Il est par exemple difficile pour des ressortissants du Sri Lanka, du Pakistan, du Bangladesh, du Kosovo et d'Albanie d'obtenir l'asile. Or, ces



populations subissent toujours de graves violations des droits humains. Nous dénonçons ce deux poids deux mesures.

**Faut-il y voir une réelle volonté politique ?**

Oui, la réforme en cours du droit d'asile permet d'accélérer les pro-

cédures pour les candidats dont la situation est indiscutable. Dans le même temps, elle durcit très nettement les conditions d'octroi pour les autres. Or, l'asile doit demeurer un principe équitable. Par ailleurs, je pense aussi que le gouvernement freine pour de simples raisons techniques : notre dispositif d'accueil est obsolète. Un système d'hébergement plus directif est à l'étude. Il est nécessaire pour que les familles soient accueillies dignement.

Recueilli par **WILLY LE DEVIN**